

Notre modèle social n'est pas à vendre!

Nos organisations syndicales exigent un dialogue social respectueux des représentants des personnels, refusent la suppression de 120 000 emplois dans la fonction publique, exigent que le gouvernement propose des mesures qui permettent une réelle amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous.

Mais plus que tout : elles sont attachées à une Fonction publique rendant des services de qualité à toutes et tous les usager-es sur l'ensemble du territoire, aux valeurs et principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale, à la nécessité aussi de conforter les agent-es dans leurs rôles et dans leurs missions.

Macron, président des riches et du patronat, casse les solidarités pour mieux imposer la loi du marché. À coup de mesures toutes plus libérales les unes que les autres, il remet en cause notre modèle social.

Macron c'est la casse du code du travail, entamée par la loi El Khomri de 2016, quand il était Ministre, continuée avec les ordonnances de 2017 dès le début de son mandat présidentiel : pour le plus grand bonheur des patrons le gouvernement liquide les garanties collectives.

Macron c'est la casse des services publics : dans le secteur de la santé, de l'éducation, des transports l'intérêt général est sommé de s'effacer devant les intérêts privés au plus grand profit des actionnaires. Les statuts des agents, garantie d'égalité pour tous les usagers sont menacés.

Macron c'est la sélection à l'entrée de l'université (loi ORE et le fameux « parcoursup »), c'est l'inégalité au lycée (avec la réforme du baccalauréat qui ne sera plus l'examen anonyme, national, 1er grade universitaire). Macron c'est la diminution des moyens (moins de cours, moins de professeurs c'est moins d'attention portée aux élèves les plus en difficulté), c'est la suppression des CIO et la dénaturation des missions des conseillers d'orientation (Psy EN).

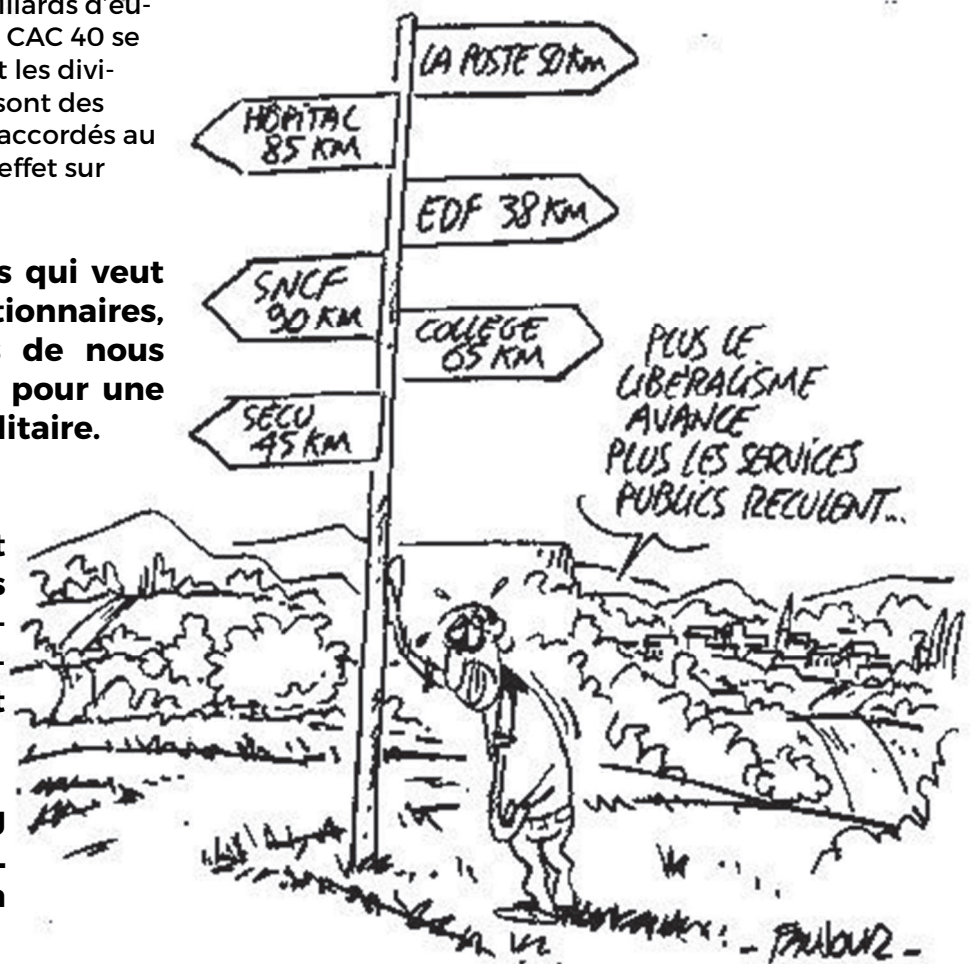
De l'argent, il y en a : comme le révèle l'a récente étude d'Oxfam, ce sont 94 milliards d'euros de profits que les entreprises du CAC 40 se sont partagés, augmentant d'autant les dividendes versés aux actionnaires. Ce sont des milliards d'euros de crédits publics accordés au patronat sans contre-partie et sans effet sur l'emploi.

Face au président des riches qui veut diviser les salariés, les fonctionnaires, les étudiants, il est temps de nous montrer unis et déterminés pour une société plus juste et plus égalitaire.

MARDI 22 MAI

9h : rassemblement devant le Lycée Saint-Exupéry puis départ en cortège pour rejoindre un second rassemblement prévu à 10h devant le CIO

départ en bus (12h15 parking saint-ex 12h30 RDV à l'UL CGT Mantes) pour la manif à Paris (14h République)



CGT - FSU - SUD - CGC